



PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

PRÉFECTURE

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES

Bureau de l'Administration Générale et de l'Utilité Publique

Ville de RENNES

3^{ème} Opération de Restauration Immobilière du centre ancien de Rennes

DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

*LE PRÉFET DE LA RÉGION DE BRETAGNE,
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE,*

VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.313-4 à L.313-15 et R.313-23 à R.313-29 ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, notamment son article 23 ;

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU la concession d'aménagement signée, le 15 février 2011, entre la ville de Rennes et la Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) TERRITOIRES PUBLICS dans le cadre de la réhabilitation du centre ancien de Rennes ;

VU la délibération du Conseil Municipal de Rennes, n° 2016-0307 du 27 juin 2016, approuvant le dossier d'enquête publique préalable à la 3^{ème} déclaration d'utilité publique de travaux de restauration immobilière pour la mise sous DUP de travaux de 21 immeubles dégradés du centre ancien et sollicitant l'ouverture d'une enquête publique préalable en vue de l'arrêté déclarant l'utilité publique des travaux décrits dans les prescriptions particulières pour chacun des immeubles repérés, au profit de la SPLA Territoires Publics, en sa qualité de concessionnaire de l'opération centre ancien, comme titulaire de cette demande ;

VU le dossier transmis, en date du 7 juillet 2016, par la SPLA TERRITOIRES PUBLICS en vue d'être soumis à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique d'une 3^{ème} Opération de Restauration Immobilière du centre ancien de Rennes ;

VU la concession d'aménagement signée, le 20 septembre 2016, entre la ville de Rennes et la Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) TERRITOIRES PUBLICS dans le cadre de la réhabilitation du centre ancien de Rennes ;

.../...

VU la décision, en date du 10 octobre 2016, par laquelle le Président du Tribunal Administratif de Rennes a désigné madame Camille HANROT LORE, en qualité de commissaire enquêteur, et monsieur Bruno GOUGEON, en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 octobre 2016 prescrivant, sur le territoire de la ville de Rennes, l'ouverture d'une enquête sur l'utilité publique relative à une 3^{ème} Opération de Restauration Immobilière du centre ancien ;

VU les dossiers d'enquêtes constitués conformément aux articles R 112-4 et R 131-3 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et les registres y afférents ;

VU les pièces constatant qu'un avis d'enquête a été publié, affiché et que le dossier d'enquête est resté déposé à l'Hôtel d'agglomération de Rennes métropole pendant 24 jours consécutifs, du mercredi 23 novembre 2016 au vendredi 16 décembre 2016 inclus ;

VU les exemplaires des journaux « OUEST-FRANCE » et « 7 JOURS - LES PETITES AFFICHES » dans lesquels ont été insérés les avis d'ouverture de l'enquête ;

VU le rapport du commissaire enquêteur sur l'utilité publique de l'opération et son avis favorable ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} – Est déclarée d'utilité publique la 3^{ème} Opération de Restauration Immobilière du centre ancien de Rennes, par la ville de Rennes ou par son concessionnaire la SPLA TERRITOIRES PUBLICS, concernant les immeubles cadastrés suivants :

- 23, rue Saint-Georges	BE 400
- 40, rue Saint-Georges	BE 454
- 42, rue Saint-Georges	BE 455
- 5 et 7, rue Saint-Michel	AC 332
- 13 E, rue Saint-Michel	AC 830
- 12, rue Saint-Michel	AC 338
- 14, rue Saint-Michel	AC 339
- 20, rue Saint-Michel	AC 342
- 20, rue Nantaise	AC 849
- 8, rue Champ Jacquet	AC 473
- 14, rue Derval	BE 441
- 13-15, rue Pont aux Foulons	AC 691
- 2, rue Saint-Mélaine (cour)	BE 141
- 21, rue Penhoet	AC 350
- 3, rue Hoche	BE 60
- 5, rue Hoche	BE 61
- 5, rue Ferdinand Buisson	AC 1016
- 17, place Sainte-Anne	AC 239
- 13, rue du Maréchal Joffre	BS 253
- 15, rue du Maréchal Joffre	BS 254
- 16, rue du Pré Botté	BS 519

ARTICLE 2 – La validité de la présente déclaration d'utilité publique est de cinq ans à compter du présent arrêté.

ARTICLE 3 – Après le prononcé de la déclaration d'utilité publique, la ville de Rennes, ou son concessionnaire la SPLA TERRITOIRES PUBLICS, arrêtera, pour chaque immeuble à restaurer, le programme des travaux à réaliser dans un délai qu'il lui appartiendra de fixer.

ARTICLE 4 – Les travaux de restauration immobilière devront être réalisés par les propriétaires concernés dans les délais prescrits conformément à l'article L.313-4-2 du Code de l'urbanisme. A défaut, la ville de Rennes, ou son concessionnaire la SPLA TERRITOIRES PUBLICS, pourra procéder à l'amiable ou par la voie d'expropriation à l'acquisition des immeubles nécessaires à la réalisation de l'opération.

ARTICLE 5 – Le présent arrêté sera affiché pendant deux mois en mairie afin d'y être consulté par toute personne intéressée. L'accomplissement de cet affichage sera certifié par le maire.

ARTICLE 6 – Le Secrétaire Général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Maire de la ville de Rennes et le Directeur Général de la SPLA TERRITOIRES PUBLICS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

RENNES, le 13 FEV. 2017

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Pour le Secrétaire Général, par suppléance
la Directrice de cabinet



Agnès CHAVANON

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Les dispositions du présent arrêté peuvent être contestées devant le Tribunal administratif par un recours contentieux formé dans le délai de deux mois à compter de la publicité par voie d'affichage dudit arrêté.

Elles peuvent également faire l'objet auprès du préfet d'un recours gracieux lequel – si ce recours est formé avant l'expiration du délai de recours contentieux – prolonge ce délai. La notification de la réponse à ce recours gracieux ouvre ainsi un nouveau délai de recours contentieux de deux mois devant la juridiction administrative. L'absence de réponse au recours gracieux, au terme d'un délai de deux mois à compter de sa réception, vaut rejet implicite de celui-ci.